

Montreuil, le 16 octobre 2012

## MISE EN LIQUIDATION DE LA RAFFINERIE PETIT-COURONNE (76) : *Une mise en liquidation au profit des majors pétroliers avec la complicité des pouvoirs publics !*

Communiqué de presse

**A**ujourd'hui 16 octobre 2012 le tribunal de commerce de Rouen prononce la liquidation judiciaire de la raffinerie Pétroplus de Petit Couronne. Comme pour se dédouaner de toute responsabilité le tribunal fixe un dernier ultimatum au 5 novembre 2012 pour trouver un repreneur.

Passée cette date, les 550 salariés organiques auxquels il faut ajouter plusieurs centaines de sous-traitants et d'emplois induits iront rejoindre les bancs de pôle-emploi avec nos camarades d'Arcelor, de Peugeot, de Sanofi, pour citer les plus médiatiques, sans oublier les milliers d'autres, sacrifiés chaque jour sur l'autel du profit.

**La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT voit dans cette liquidation, qu'elle condamne avec force, la main des Majors des industries pétrolières et pétrochimiques (Total, ExxonMobil, Shell, Ineos.....) et la bienveillance complice d'un gouvernement dont les ministres font des ronds de jambe aux universités d'été du MEDEF.**

La liquidation de la raffinerie de Petit-Couronne s'inscrit pour les patrons pétroliers, dans la poursuite des réductions de capacité de raffinage déjà opérées (Flandres, Reichstett, Berre, D9 de Normandie) ayant pour seul objectif de faire remonter les marges de raffinage, tel en témoigne leur niveau d'aujourd'hui à 63 € la tonne contre 15 € les deux années précédentes.

Cette casse du raffinage est intégralement compensée par des importations massives de produits raffinés, raison pour laquelle le patronat est opposé à toute taxation des produits d'importation pendant la table ronde du raffinage. Mais également opposé au plan d'investissement présenté par l'institut français du pétrole de 2,2 milliards d'euros permettant de réduire de moitié les importations de gazole.

En investissant massivement en Asie et au Moyen-Orient dans de nouveaux complexes pétrochimiques et de raffinages, en fermant nos usines et jetant des milliers de salariés au chômage, ils confirment cette volonté politique opérée au détriment de l'emploi et de l'activité économique de nos régions.

**Le gouvernement Fillon les a accompagnés dans cette démarche, la nouvelle majorité présidentielle aujourd'hui par son inaction et son manque de prise de responsabilités l'entérine.**

**La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT au regard du calendrier fixé par le tribunal de commerce de Rouen, exige du gouvernement, d'ici au 5 novembre 2012, de :**

- Préempter la raffinerie de Pétroplus Petit-Couronne comme premier pas vers une nationalisation complète du secteur de l'énergie.
- Créer un pôle public de l'énergie permettant d'avoir une vision globale du prix à la pompe au travers d'un système régulé par les pouvoirs publics pour faire financer les investissements nécessaires par toute la chaîne pétrolière.
- Préempter la raffinerie Lyondellbasell-Berre afin de la redémarrer dans les plus brefs délais; afin d'éviter un nouveau drame économique et social et répondre aux besoins nationaux de produits pétroliers, besoins actuellement couverts par des importations de fait des sous-capacités de raffinage en France.
- en taxant les produits d'importation venant de pays non soumis à la même règle sociale et environnementale.

C'est par ces décisions que le gouvernement montrera son engagement politique à préserver un outil de raffinage au service des besoins économiques et sociaux de la nation et non à ceux des marchés financiers.

**La Fédération Nationale des Industries Chimiques CGT interpelle l'ensemble de ses syndicats sur la nécessité de mobiliser l'ensemble des salariés du pétrole pour préserver l'emploi et l'outil industriel au service de l'intérêt collectif.**

Contact presse

**Charles FOULARD : 06 25 50 48 04.**